Pourquoi un candidat P.S.U. ?

Le P.S.U., à Paris comme dans toute la France, a décidé de présenter un candidat par circonscription aux élections législatives.
Ces élections vont se dérouler sans réouverture des listes électorales, sans abaissement de l'âge du vote, et avec un mode de scrutin qui privilégie les notables : elles ne peuvent en aucun cas régler les problèmes que l'action populaire vient de poser.
Le mouvement parti du Quartier Latin ayant abouti à la mise en cause du pouvoir dans la société actuelle doit être renforcé. Le P.S.U. pense que les élections sont l'occasion d'expliquer les objectifs de ce mouvement à l'ensemble de la population. Chacun pourra par son vote exprimer son adhésion.

Dans le 20e arrondissement comme ailleurs, c'est contre le pouvoir capitaliste qu'il faut lutter. Des entreprises de notre arrondissement ont été à la pointe du mouvement de grève; un grand nombre de travailleurs du 20e y ont participé sur les lieux de travail. Tous doivent se souvenir que les promesses faites sont mensongères si elles ne posent pas le problème du pouvoir susceptible de les mettre en œuvre : les problèmes qui concernent les habitants de notre arrondissement (emploi, enseignement, transports, logement, etc...) n'ont jamais été et ne seront jamais résolus dans le cadre du régime capitaliste.

En revanche, le pouvoir de transition vers le socialisme proposé par le P.S.U. devra :

— **rendre notre vie plus humaine.** Le 20e arrondissement est sous-développé, qu'il s'agisse de l'habitat, des possibilités d'accès à l'enseignement et à la culture, des emplois et des moyens de transports. Pour satisfaire l'ensemble des besoins collectifs, il faudra arracher les terrains de nos quartiers aux spéculateurs capitalistes et développer les services municipaux.

— **nous permettre de gérer nous-mêmes nos propres affaires.** Comme les travailleurs ont commencé à le faire dans leurs entreprises, les habitants du 20e devront s'organiser en comités qui, à tous les niveaux (groupe d'immeubles, quartier, arrondissement), leur permettront de décider des solutions à apporter à leurs problèmes. Il est urgent de se prononcer clairement sur des opérations qui vont changer le visage de notre arrondissement (par exemple, les ilôts de rénovation, l'autoroute Bagnolet-Bastille, l'utilisation de la zone périphérique) et d'en définir d'autres dont on ne parle pas (un lycée de garçons, des espaces verts, des crèches, etc...). C'est à nous tous d'en décider.



CANDIDAT :

Léon GOLDBERG

29 ans
Inspecteur du Crédit Foncier
Militant syndicaliste
Membre de la Commission Exécutive de la Fédération de Paris du P.S.U.

SUPPLÉANTE :

Adriana BOCQ-PICART

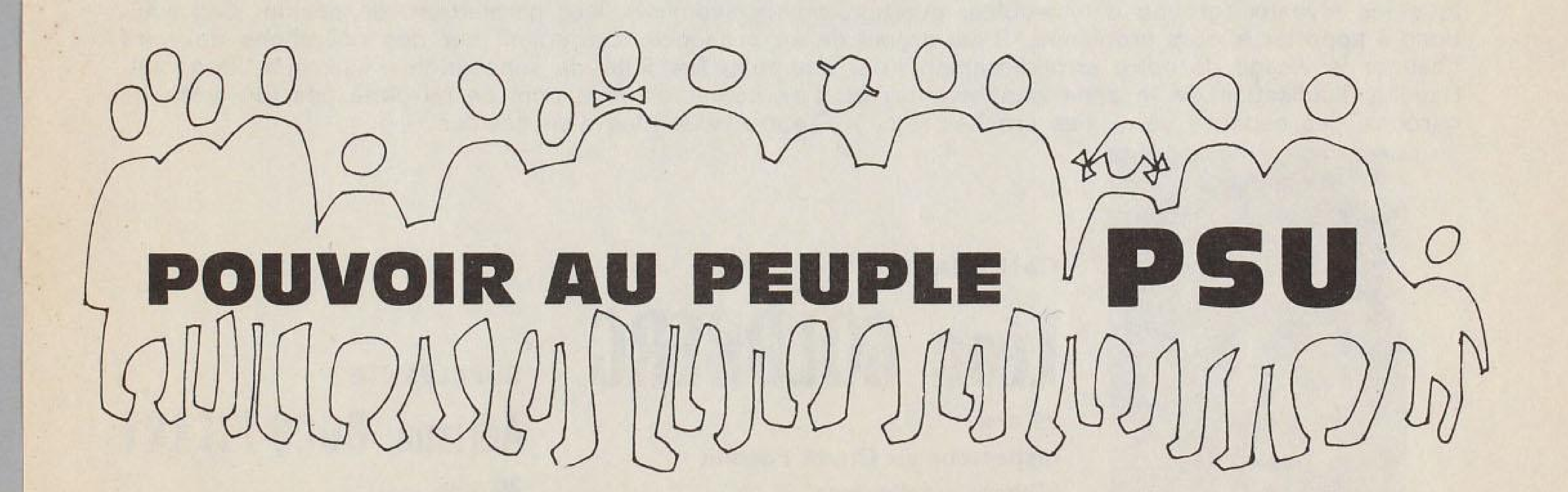
26 ans
Secrétaire
Militante syndicaliste

La crise de Mai est une colère populaire. La jeunesse du pays, ses ouvriers, ses techniciens, ses cadres, ses étudiants, ses enseignants, ses artistes, ses paysans, ont tous tenu le même langage : « Nous ne voulons plus de ce pouvoir, nous ne voulons plus travailler selon la volonté des autres et pour leur profit. Nous voulons une société nouvelle ».

Cette démonstration de force, pacifique tant que la police n'a pas cherché à y faire obstacle, n'a pas encore changé le pouvoir. Mais la contestation et l'exigence demeurent. La lutte pour le socialisme continue. Elle sera victorieuse quand les organisations traditionnelles de gauche, prudentes et étonnées, céderont devant la vigueur du courant. Pour renforcer ce courant le P. S. U. propose :

- La gestion de l'économie par les travailleurs ; crédit et monnaie sont contrôlés ; les paysans deviennent maîtres des produits agricoles et de leur vente.
- Une université populaire reconstruite à partir des conquêtes étudiantes : critique collective de l'enseignement, autonomie de décision et d'organisation, gestion commune avec les travailleurs.
- Une culture nouvelle fondée sur la participation critique des travailleurs.
- Une information libérée par une radio-télévision autonome et des moyens de presse gérés démocratiquement.
- Une politique internationale de lutte contre la domination de l'impérialisme américain, et solidaire des luttes révolutionnaires du Tiers-Monde.
- L'établissement de la démocratie directe : par les comités populaires dans les universités, les entreprises, les localités, et des institutions locales qui décolonisent la province.

Le P. S. U. a conscience que l'orientation qu'il présente est loin d'être acceptée aujourd'hui par l'unanimité du mouvement socialiste et ouvrier. Il est pourtant persuadé qu'elle est la seule qui puisse apporter une réponse aux aspirations profondes des travailleurs en lutte.



Vu le candidat

Imp. A.G. PARIS